

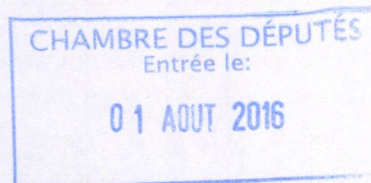


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Sports

Luxembourg, le 29 juillet 2016
réf. s2016/1506

Monsieur Fernand ETGEN
Ministre aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation
43, boulevard F. D. Roosevelt
L-2450 Luxembourg

Dossier suivi par :
Karin SCHANK
☎ 247-83423 / 📠 247-83440
✉ karin.schank@sp.etat.lu



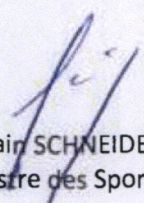
**Objet : Question parlementaire n°2222 du 13 juillet 2016
de Madame la Députée Nancy Arendt**

Monsieur le Ministre,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la réponse à la question parlementaire n°2222 du 13 juillet 2016 de Madame la Députée Nancy Arendt.

Je vous prie de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma parfaite considération.


Romain SCHNEIDER,
Ministre des Sports

Réponse de Monsieur le Ministre des Sports à la question parlementaire n°2222 du 13 juillet 2016 de Madame la Députée Nancy Arendt

La question de Madame la députée a trait à l'organisation de l'Ecole nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) et plus particulièrement au poste du directeur de l'ENEPS.

Tout d'abord je tiens à rappeler que la loi du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports institue deux services particuliers à savoir une Ecole nationale d'éducation physique et des sports (ENEPS) et un Institut national des sports (INS).

La législation en question prévoit que ces deux services particuliers sont dirigés par un directeur.

Dans le cadre d'une réorganisation globale de la structure du Ministère des sports et de ses services, j'ai envisagé d'intégrer tous les services du Ministère des Sports, à savoir aussi l'ENEPS et l'INS, au sein de la structure du Ministère proprement dite dans l'optique d'une meilleure efficacité et d'une efficience optimale. A ce moment l'ENEPS et l'INS deviendraient des départements du ministère et ceci à côté d'autres départements comme par exemple celui du sport-loisir, du sport de compétition ou encore du département médical. Les départements en question seraient dirigés chacun par un chef de département comme cela se fait dans d'autres ministères et non plus par un directeur.

Le nouvel organigramme est actuellement discuté au sein du ministère des sports mais nécessite au préalable une modification de la loi précitée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports. J'envisage de saisir le Conseil de Gouvernement d'un avant-projet, y afférent, en automne, après avoir clôturé les discussions au sein du ministère.

Cette nouvelle structuration n'entraîne pas de changements majeurs et a pour but principal une meilleure intégration des services particuliers existants. La nouvelle dénomination en tant que chef de département au lieu de directeur des responsables concernés n'influence en rien le fonctionnement ni de l'INS, ni de l'ENEPS ou du ministère en entier.

Cette restructuration aura d'ailleurs comme avantage de pouvoir choisir le nouveau responsable du département de la formation non seulement parmi des professeurs d'éducation physique mais aussi parmi les personnes titulaires d'un master en sciences du sport, ce qui augmente les chances de trouver le candidat idéal pour assurer la succession de l'actuel directeur, une fois que celui-ci part à la retraite.